

Délibération 2025-36

Conseil d'administration du 1^{er} octobre 2025

Objet : conditions d'attribution des prêts sociaux aux retraités de la CNRACL

M. Cazenave, président de séance,
rend compte de l'exposé suivant

Exposé

Vu l'article 13-10° du décret n°2007-173 du 7 février 2007, qui donne compétence au conseil d'administration de la CNRACL pour déterminer les conditions dans lesquelles sont décidés et mis en œuvre les aides et secours en faveur des retraités ;

Vu la délibération n° 2024-32 du 26 septembre 2024 concernant les conditions d'attribution des prêts sociaux aux retraités de la CNRACL ;

Vu l'avis favorable émis par la commission de l'action sociale du 30 septembre 2025 ;

Le conseil d'administration délibère et, à l'unanimité, décide :

1) d'annuler au 1^{er} janvier 2026 la délibération n°2024-32 du 26 septembre 2024 concernant les conditions d'attribution des prêts sociaux aux retraités de la CNRACL ;

2) de maintenir le dispositif des prêts sociaux aux retraités de la CNRACL dont l'objectif est d'aider les retraités, sous conditions de ressources, à accéder à un prêt pour favoriser le soutien à domicile ;

3) de fixer les conditions suivantes pour l'attribution des prêts sociaux aux retraités :

- la pension CNRACL constitue la pension principale ;

- avoir moins de 80 ans ;

- résider en France ;

- la couverture du risque par le FAS de la CNRACL ;

- le taux des prêts est fixé à 0 % ;

- le revenu fiscal de référence doit être inférieur à 19 800 € pour une personne seule et à 29 700 € pour un couple. Une déduction de 2 000 € s'applique au RFR par enfant fiscalement à charge ;

- les montants des prêts sont :

* pour les travaux pour l'amélioration et l'adaptation de l'habitat, entre 500 € et 10 000 € ;


* pour les dépenses de santé, entre 500 € et 6 000 € ;

* pour les frais de sépulture, entre 500 € et 6 000 € ;

* pour les circonstances exceptionnelles, entre 500 € et 6 000 € ;

- la durée du prêt varie entre 1 et 5 ans.

Bordeaux, le 1^{er} octobre 2025
Le secrétaire administratif du Conseil,



Stéphanie Lefrançois